



13 octobre 2011

## VIGOUREUSES, LES PME ENVISAGENT L'AVENIR AVEC RÉALISME

### Faits saillants

- Les résultats d'un sondage confirment que les PME ont fait preuve d'une grande résilience, de souplesse, d'agilité et de débrouillardise dans leur traversée de la tempête au cours de la récession de 2008-2009. Ce comportement a contribué à la croissance économique et à la création d'emplois au Canada, toutes deux impressionnantes en comparaison des autres économies avancées.
- Après l'onde de choc qui a secoué l'économie mondiale au cours des derniers mois, la confiance des consommateurs et des entreprises est en chute libre. Tous les indicateurs montrent que les PME sont elles aussi imprégnées de l'humeur qui règne au pays.
- Les PME ont des attentes réalistes quant à l'avenir, du fait qu'elles savent composer avec la conjoncture qui prévaut et qu'elles sont bien au fait de l'imminence de temps difficiles. Par contre, la frilosité de la croissance nationale annoncée aura d'importantes répercussions sur elles, notamment sur leur rentabilité, leurs stratégies de croissance et leurs perspectives commerciales.
- Aux turbulences économiques et à la volatilité accrue s'ajoutent de nombreux enjeux à moyen et à long terme qui entravent la réussite, selon les données d'un nouveau sondage auprès des PME.

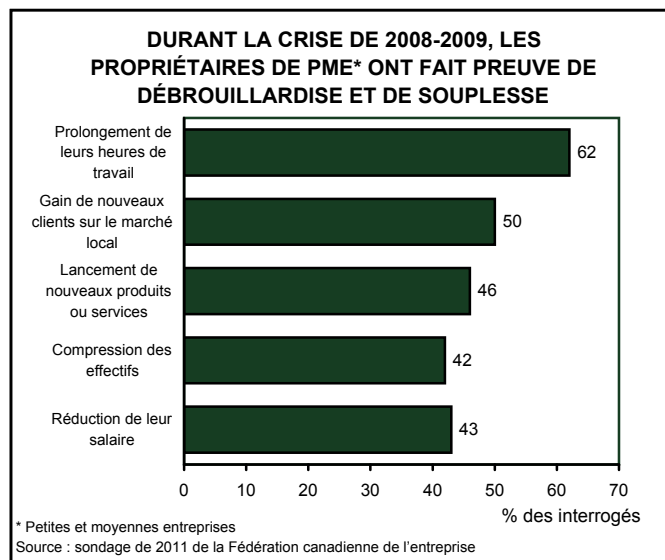
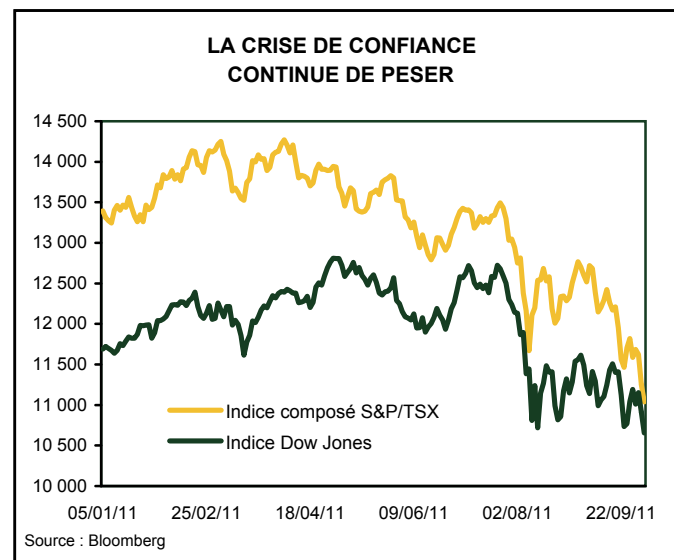
Les nuages de tempête pointent à nouveau à l'horizon, mais, si on se fie aux résultats d'un récent sondage portant sur la récession de 2008-2009, les petites et moyennes entreprises (PME) sont bien préparées pour faire face à ces vents contraires. D'abord, elles ont comme caractéristiques intrinsèques la vigueur et le sens de la débrouillardise, deux atouts en période difficile. Ensuite, les attentes, l'humeur et la confiance des PME ne semblent pas pouvoir être ébranlées par d'éventuelles turbulences économiques. Enfin, comme elles sont le plus souvent tournées vers l'économie intérieure, les PME se trouvent à être protégées en partie contre la volatilité de la reprise mondiale. Bien qu'elles se montrent très résilientes, les PME, fait remarquer un récent sondage de la TD, doivent surmonter un grand nombre des mêmes obstacles à la réussite qui persistent encore. La bonne nouvelle, toutefois, c'est que les efforts qu'elles déploient pour briser ces entraves porteront apparemment leurs fruits dans les années à venir.

### Les PME et la récession de 2008-2009

Dans le rapport sur les résultats de son sondage du mois dernier, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a rendu compte en détail du comportement des PME au cours de la récession de 2008-2009<sup>1</sup>. Pour les besoins de son rapport et aux fins de son sondage, la FCEI avait défini les PME comme des entreprises comptant 499 employés ou moins. D'octobre à novembre 2010, elle a sondé un peu plus de 6 100 de ses membres. Selon les résultats obtenus, les mesures les plus populaires que les propriétaires de PME ont prises pour contrer la récession sont le prolongement de leurs heures de travail, le gain de nouveaux clients sur le marché local, le lancement de nouveaux produits ou services et la réduction de leur salaire.

En cinquième place, le changement de leur comportement que les propriétaires-exploitants ont le plus mentionné est la réduction des effectifs, 42 % des interrogés ayant déclaré être passés à l'action. Bien que les suppressions d'emplois étaient plutôt une mesure de dernier recours, les données de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) de Statistique Canada donnent à penser que la récession a fait des ravages dans l'emploi parmi les PME. Selon les chiffres désaisonnalisés d'Industrie Canada pour cette série de données<sup>2</sup>, les petites entreprises ont perdu 171 000 emplois et les moyennes entreprises ont supprimé 99 000 postes, en trois trimestres dans les deux cas. Durant la récession, les PME ont essuyé la majorité de ces pertes, au fait 63 % de toutes les pertes d'emploi au Canada. Toutefois, ce chiffre est aussi le pourcentage des employés qui sont au service d'une PME au pays<sup>3</sup>. En revanche, il appert que les PME n'ont pas été touchées plus durement ni épargnées davantage que les autres entreprises. Reste qu'il se pourrait que les suppressions d'emplois aient eu sur la stratégie d'entreprise une incidence plus importante au sein des PME, vu la taille de leurs effectifs, qu'au sein des grandes sociétés.

Une autre constatation intéressante qui se dégage du rapport de la FCEI est que près de 20 % des interrogés ont trouvé des moyens d'augmenter leurs effectifs, de prendre de l'expansion dans de nouveaux marchés dans d'autres provinces ou de prendre de l'expansion à l'étranger. Bien que le secteur manufacturier et les secteurs du commerce de gros et de détail regroupaient la majorité de ces entreprises, pratiquement tous les grands secteurs d'activité comptent des réussites. Ce pourcentage important à l'encontre de la



tendance nationale trahit la vigueur inhérente à ces entreprises.

### Recul de la confiance un peu partout dans le monde

Les PME devront faire montre de ces mêmes caractéristiques si elles veulent combattre le coup de froid qui s'est manifesté dans le monde économique et financier sur la planète.

Impatientes de s'activer, les entreprises, PME incluses, et les consommateurs, prêts à mettre la main au portefeuille, ont aidé l'économie canadienne à entrer dans la première phase de la relance. Statistique Canada estime que les PME contribuent au PIB national à hauteur d'environ 55 % chaque année<sup>4</sup>. Les salariés des PME occupent d'ailleurs quelque 63 % des emplois du pays. Ces chiffres viennent appuyer l'idée selon laquelle les PME ont joué un rôle important dans l'impressionnante prestation du Canada sur la scène mondiale : en effet, le Canada arrive au premier rang des pays où il fait bon faire des affaires, selon un récent sondage Forbes<sup>5</sup>.

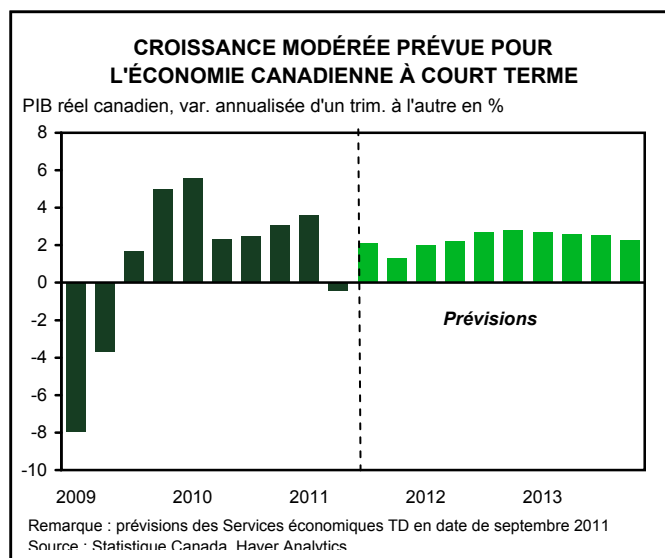
Aidés de divers indicateurs économiques, notamment en matière de création d'emplois, nous obtenons une bonne idée de la progression de l'économie canadienne réalisée sur une courte période. De plus, la croissance de l'emploi ne s'est pas observée que parmi les grandes entreprises. D'après les données de Statistique Canada et d'Industrie Canada<sup>6</sup>, les PME avaient pourvu environ la moitié des postes supprimés au cours de la récession, au premier trimestre de 2011.

À l'amorce de la phase suivante de la relance, nous constatons que les risques internationaux découlant des États-Unis et de la zone euro ont marqué les marchés bour-

siers et l'esprit des consommateurs ces derniers mois. Les échos de la perturbation résonnent encore, et nous voilà aux prises avec une crise de confiance quant à la santé générale de l'économie mondiale.

Bien que cette volatilité et cette incertitude aient assurément fait un retour en force, les raisons profondes des préoccupations des marchés financiers et des investisseurs ne sont pas nouvelles. À titre d'exemple, les enjeux de nature structurelle relevés depuis longtemps, à savoir chômage et marché de l'habitation, devraient faire en sorte que la croissance du PIB américain demeure modérée au cours des prochaines années. Ensuite, la crise de la dette européenne refait la une de temps en temps pour s'éclipser au gré des interventions des autorités. Toutefois, les interventions, loin d'être massives, se sont faites jusqu'ici à petites doses. Par conséquent, la crise risque de s'avérer épisodique en l'absence d'une solution définitive.

La perte de confiance gagne les Canadiens également. À preuve, l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board du Canada a accusé un recul au cours de cinq des sept derniers mois. Les tendances décelées par le baromètre des affaires de la FCEI correspondent aussi avec l'état d'esprit qui prévaut au pays. L'évaluation de cette dernière donnée a chuté à des niveaux jamais vus depuis l'amorce de la reprise, en 2009. Le pessimisme ambiant laisse supposer que les PME canadiennes sont conscientes tant des événements qui marquent actuellement l'économie mondiale que du risque de plus en plus élevé de turbulences. Cependant, il faut reconnaître que le climat peut changer en un instant au gré des émotions que suscitent les événements mondiaux.



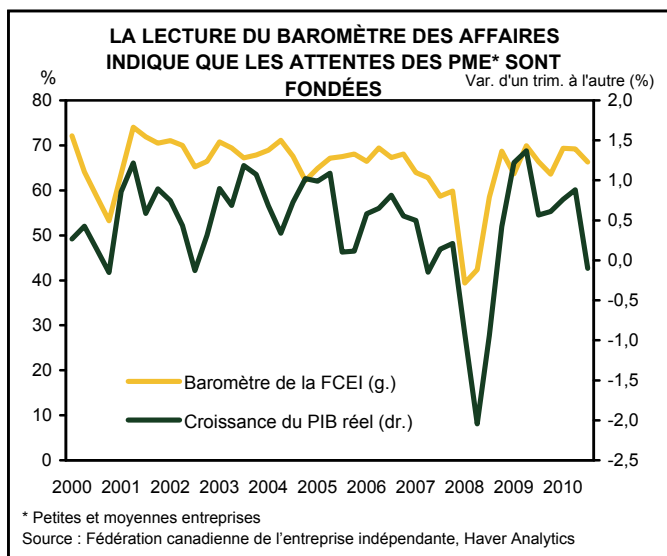
### Croissance nationale modérée en perspective

Exclusion faite des risques à l'échelle nationale et internationale, de multiples facteurs ont fait contracter l'économie canadienne au deuxième trimestre de 2011. Parmi les exemples des dernières influences figurent des indicateurs économiques décevants en provenance de nos voisins du sud, la hausse des prix du pétrole et de l'essence au printemps passé, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale causées par le séisme au Japon en mars ainsi que les désordres provoqués par la météo dans certaines provinces.

À brève échéance, nous prévoyons que l'économie canadienne évitera d'entrer techniquement en récession, sauvée par une croissance économique positive au troisième trimestre de cette année, même si des facteurs mondiaux défavorables devraient lui faire adopter un rythme plus modeste. Nous prévoyons plus particulièrement une croissance de 2 % du PIB réel pour 2011 et 2012, soit près d'un point de pourcentage en-deçà de nos prévisions d'il y a seulement trois mois.

### Les répercussions d'un contexte de croissance pour les PME

La détérioration des perspectives à court terme de l'économie canadienne se fera ressentir par la quasi-totalité des PME. Ce phénomène n'a rien d'étonnant, vu l'importance de l'apport de ces entreprises à l'ensemble de la croissance nationale et vu leur présence dans un grand nombre des secteurs d'activité. Puisque les entreprises ne présentent pas un portrait homogène, nous développons en détail notre analyse dans les paragraphes qui suivent.

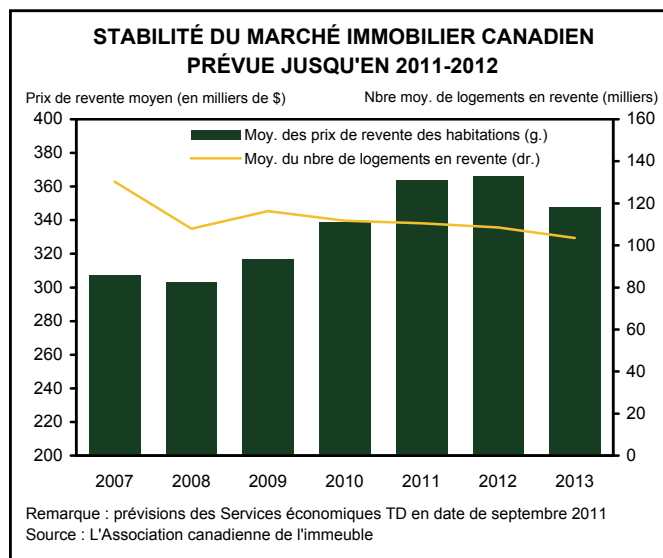


*Les prix des produits de base poursuivront leur décrochage, mais resteront relativement élevés*

Bien que les PME aient une présence négligeable dans le secteur pétrole et gaz (environ 1 % de l'ensemble des emplois des PME), nombreuses sont celles ayant indiqué que la hausse des prix des produits énergétiques et non énergétiques pouvait mettre en péril leur survie et leur croissance globale. Cette crainte tient du fait que beaucoup de ces intrants sont intégrés dans les procédés de production et que les marges brutes, trop minces, ne suffisent souvent pas à absorber les hausses sensibles des coûts variables.

Afin de mieux déterminer la demande mondiale, nous nous tournons vers les régions grandes consommatrices de produits de base que sont la Chine, l'Inde et d'autres marchés émergents en rapide évolution. La croissance proche des deux chiffres que bon nombre de ces économies ont affichée au début de la reprise devrait ralentir considérablement. Parallèlement, toutefois, la croissance du PIB et la demande devraient maintenir les prix des produits de base relativement élevés de 2011 à 2013. En dernière analyse, nous prévoyons un confortable maintien des prix dans la fourchette qu'ils occupent depuis cinq ans. Cette perspective aurait une double incidence, soit 1) empêcher que les coûts des intrants augmentent de manière importante pour les PME et 2) stabiliser les revenus des PME du secteur des ressources naturelles. Bref, l'ampleur des fluctuations des prix de ces produits risque de nuire à la planification des activités.

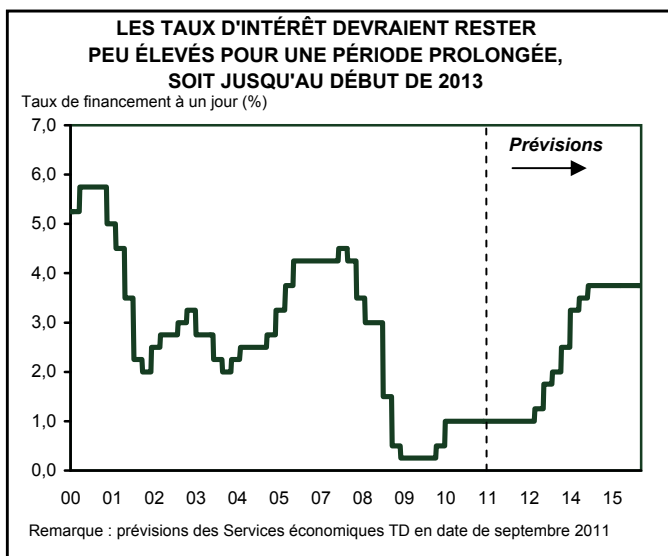
L'évolution du dollar canadien a tendance à suivre celle des prix des produits de base, ce qui contribue à faire face à leurs prix élevés annoncés. Un peu comme dans le cas



des produits de base, le dollar canadien continuera de faire l'objet de pressions à la baisse à brève échéance, les perspectives économiques et financières continuant de susciter de la nervosité chez les investisseurs mondiaux. Nous prévoyons une remontée du huard l'an prochain (par rapport au billet vert) à mesure que les craintes se dissiperont. Peu de PME profiteront des larges écarts des taux de change, les PME qui importent des produits ou qui en exportent ne pouvant alors que difficilement faire des prévisions. Selon un sondage de la TD auprès des petites entreprises, environ 30 % des interrogés affirment que c'est déjà le cas. Cependant, la plupart des PME (de 60 à 70 % d'entre elles) exercent leurs activités uniquement à l'intérieur des frontières du Canada, de sorte que la volatilité des taux de change se répercute sur elles dans une moindre mesure au quotidien.

*La faiblesse des taux d'intérêt devrait stabiliser le marché de la revente d'habitations et les dépenses des consommateurs*

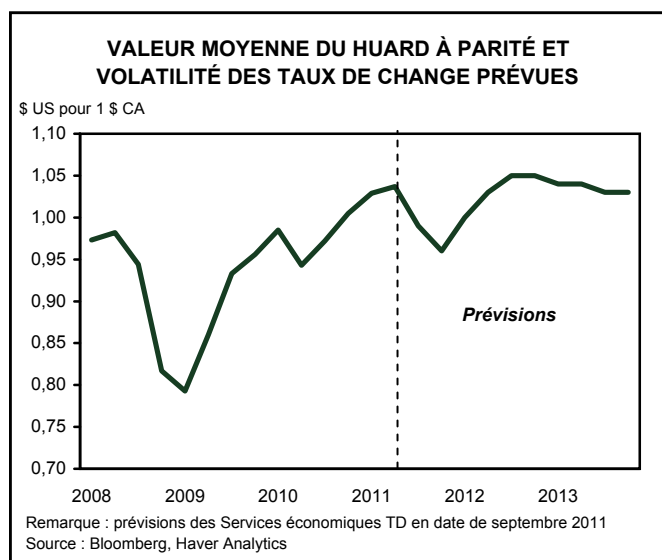
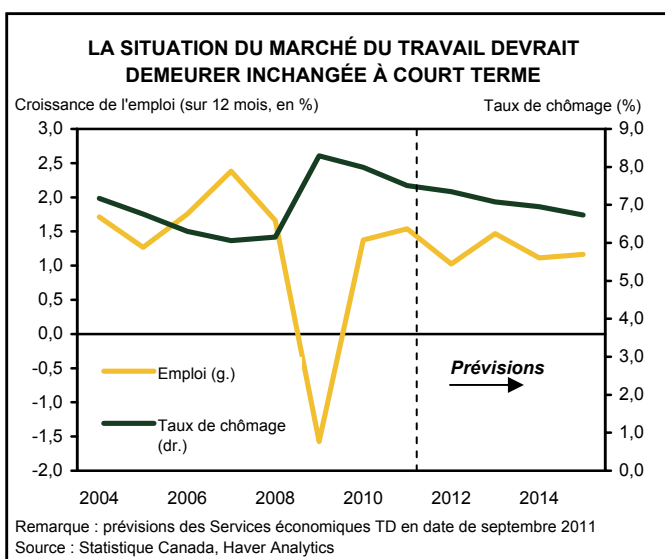
Face à une reprise économique graduelle, la Banque du Canada ne procédera pas avant 2013 à un relèvement de son taux de financement à un jour. Du coup, les crédits de fonctionnement liés au taux préférentiel ainsi que les prêts hypothécaires de nature commerciale et résidentielle devraient demeurer peu élevés d'ici là. Dans ce contexte, le marché de l'habitation connaîtra des prix et des ventes relativement stables en 2011 et 2012. Un rajustement à la baisse en 2013 semble toutefois prévisible, une fois que la majoration des taux d'intérêt aura commencé à se faire sentir. Si on relativise, pour les PME sensibles aux fluctuations du marché de l'habitation, cette perspective à court terme est source de réconfort, puisque l'activité devrait s'intensifier.



Les PME du secteur du commerce de détail, quant à elles, devraient enregistrer une croissance limitée de leurs activités, en raison d'une croissance du revenu et des salaires susceptible d'être modérée. Par ailleurs, la faiblesse des taux d'intérêt devrait stimuler les achats des consommateurs à un point que les dépenses de ces derniers augmenteront plus rapidement que leurs revenus. L'endettement des ménages devrait donc atteindre un niveau plus élevé, qui portera le ratio d'endettement au taux record de 150 % l'année prochaine. Les PME du secteur du commerce de détail pourraient devoir redoubler d'efforts pour dynamiser leurs ventes, si elles souhaitent séduire des consommateurs au portefeuille dégarni et généralement gagnés de plus en plus par la fatigue.

#### *Croissance différente pour les PME du bâtiment et du secteur manufacturier*

Les PME ont une forte présence dans le secteur manufacturier; selon Statistique Canada, les PME du secteur manufacturier accaparent une grande part, 62 %, de l'ensemble des emplois. À l'avenir, la progression du secteur manufacturier devrait être ralentie par la force du dollar canadien par rapport au billet vert. Essentiellement, la vigueur du dollar canadien et sa volatilité prévue sont une arme à double tranchant pour cette catégorie de PME. Le troisième facteur défavorable à ce secteur est la faiblesse de la demande en provenance des États-Unis, pays de destination de 73 % des exportations canadiennes. La pression à la baisse exercée par toutes ces sources réunies restreindra le raffermissement que pourraient connaître les PME du secteur manufacturier à brève échéance.



Le destin des PME du secteur du bâtiment serait différent en 2011. La demande sur le marché tant des habitations neuves que de la revente s'est avérée plus forte qu'il n'était initialement prévu, aidée en grande partie par un prolongement des faibles taux d'intérêt. Il en est de même pour le secteur du bâtiment non résidentiel. Des chiffres inférieurs sont prévus pour l'année prochaine, alors que les nouveaux chantiers feront face à une conjoncture dégradée et à une demande modérée. Par contre, 87 % des travailleurs du bâtiment au pays étant au service d'une PME au deuxième trimestre de 2011, la vigueur prévue à court terme devrait aider à maintenir le rendement des entreprises cette année.

#### *La situation du marché du travail ne devrait pas changer considérablement*

Pas plus tard qu'en juillet dernier, la Banque du Canada a indiqué, dans le compte rendu de son Enquête sur les perspectives des entreprises, que 57 % des entreprises canadiennes prévoient embaucher des travailleurs supplémentaires. Il s'agit du chiffre le plus élevé obtenu depuis le début de ces coups de sonde, en 1998. Bien que l'enquête n'ait pas été mise à jour depuis les événements de cet été, nous avons le sentiment que les bureaux d'embauche des entreprises canadiennes sont moins souvent ouverts, après avoir atteint ce taux record.

Tandis qu'aucune donnée révisée de l'enquête n'existe pour les entreprises canadiennes dans leur ensemble, des statistiques à jour ont été publiées en ce qui concerne les PME. Si l'on se fie à la lecture du baromètre de la FCEI de septembre 2011, 13 % des sondés prévoient embaucher du personnel à temps plein dans les trois à quatre prochains

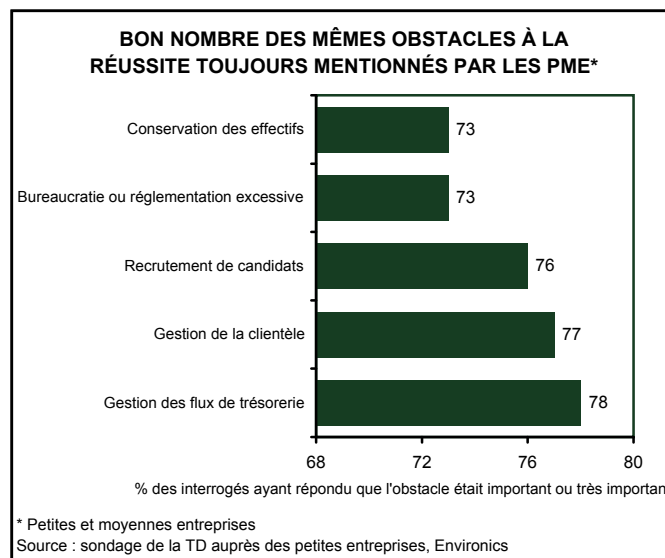
mois, un pourcentage inférieur à ce qu'il était il y a seulement quelques mois. À l'inverse, 14 % des sondés cherchent à réduire leur personnel. Toutefois, rapporté sur douze mois, ce deuxième chiffre demeure sensiblement le même.

Cette récente perte de confiance et la baisse dans les intentions d'embauche ne laissent entrevoir que de faibles changements à la situation globale de l'emploi au pays. À croissance quasi égale de leur population active, le pays et les provinces ne devraient pas connaître un taux de chômage trop à la baisse. Selon nos prévisions, le taux de chômage national, restera au alentour de 7,1 % au terme de 2013. Instable, la situation du marché du travail peut alors constituer un atout pour les PME, en règle générale. Cela s'explique par le fait que les PME invoquent souvent une pénurie de main-d'œuvre qualifiée et non qualifiée comme obstacle à leur réussite et à leur expansion. Nous traitons de cet enjeu particulier plus loin dans la présente analyse.

### Bon nombre des entraves à la réussite persistent

La section précédente présentait les enjeux à court terme des PME en lien avec le contexte économique. Ces facteurs sous-jacents revêtent une importance pour les décisions d'entreprise qui ne peuvent attendre quant à savoir s'il faut embaucher ou non, quel aspect privilégier pour la stratégie de croissance ou quelle protection à assurer contre la volatilité des taux de change.

Tandis que ces questions urgentes ne doivent pas être négligées lorsqu'il s'agit des perspectives économiques pour les PME, il ne faut pas reléguer au second plan les enjeux à moyen terme qui font souvent obstacle à la réussite. Loin de nier l'importance de prendre en considération ces entraves,

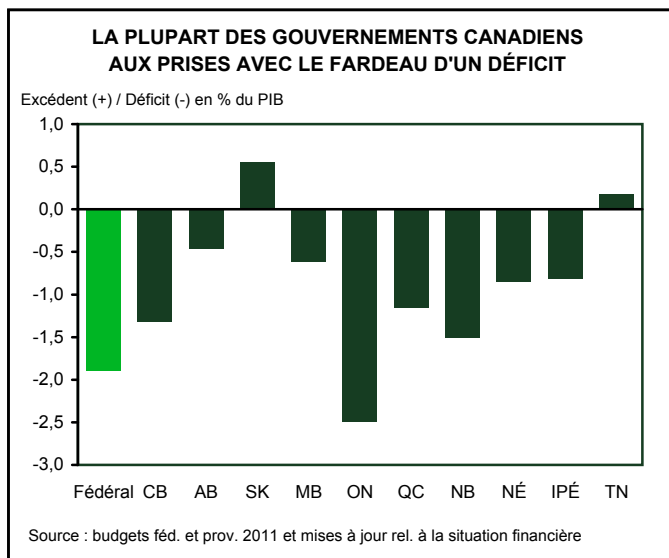


nous les prenons en compte dans notre analyse. Un sondage sur la satisfaction des petits entrepreneurs mené par la TD plus tôt cette année éclaire notre compréhension des enjeux qui pèsent sur leur prospérité à long terme. Les résultats nous ont permis de constater que les cinq premières entraves à la réussite sont celles que les sondages précédents et d'autres enquêtes ont souvent indiquées. Dans les paragraphes qui suivent, nous nous penchons sur trois de ces cinq problèmes et tentons au passage quelques analyses ou commentaires sur les faits récents.

### Gestion des flux de trésorerie et conditions de crédit

Selon le sondage de la TD mené en 2011, la gestion des flux de trésorerie et les conditions de crédit sont les principaux facteurs qui limitent les chances de réussite des PME. L'Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises<sup>7</sup> corrobore le resserrement des conditions de prêt qui sont pratiquées – les prêts octroyés aux entreprises ont diminué d'environ 10 % de 2008 à 2009. La tendance à la baisse s'est inversée l'an passé, alors que les soldes des prêts avaient augmenté de 1,5 % sur douze mois. Pour les PME, les soldes sont demeurés assez stables de 2000 à 2010. Nous avons le sentiment que les conditions de crédit ont été effectivement resserrées dans la foulée de la récession. Il est aussi possible que certaines PME aient choisi de réduire leurs dettes, étant donné l'incertitude économique qui régnait. Les deux théories sont les deux faces (l'offre et la demande) d'une même médaille.

À mesure que la reprise s'active, la situation de l'accès aux prêts commerciaux et de la demande de fonds devrait s'améliorer. D'ailleurs, nous le constatons déjà dans les ré-



sultats du sondage de la TD. En 2010, 52 % des interrogés ont indiqué que la gestion des flux de trésorerie constituait un très gros obstacle à la réussite; en 2011, ce pourcentage baissait à 41 %, un chiffre de beaucoup inférieur. Les données du deuxième trimestre de cette année recueillies dans le cadre de l'enquête auprès des responsables du crédit de la Banque du Canada indiquent une amélioration des conditions pour les PME emprunteuses. Chez les clients de prêts commerciaux et les petites entreprises emprunteuses, le solde de l'opinion affichait le plus grand consensus exprimé depuis le début du sondage.

Les flux de trésorerie semblent être un élément de planification essentiel pour les PME. Selon le sondage de la TD mené en 2009, quelque 21 % des interrogés ont affirmé avoir souhaité réunir davantage de capitaux avant de démarrer leur entreprise. Afin d'améliorer la gestion des flux de trésorerie, on peut consulter l'outil rédacteur de plan d'affaires TD<sup>8</sup>, qui divulgue certains des principaux secrets qui permettent de réussir à surmonter cet obstacle. Certains des conseils donnés portent, par exemple, sur la gestion sensée des factures et sur la nécessité de demander une ligne de crédit avant qu'elle ne devienne une ressource de dernier recours.

Des outils facilement accessibles comme le rédacteur de plan d'affaires TD présentent les nombreux modes de financement mis à la disposition des PME. L'abondance de choix et les différents instruments possibles devraient aider ces entreprises à obtenir un fonds de roulement et à le gérer à long terme. Les études réalisées par le passé ont indiqué qu'une gestion financière adéquate est essentielle à la prospérité globale de l'entreprise et qu'elle peut souvent mettre celle-ci sur le chemin de la réussite et lui éviter un échec cuisant.

#### *Attirer et conserver les employés*

Lorsque nous avons traité de la situation instable du marché du travail prévue jusqu'en 2013, nous avons remarqué que son évolution pouvait en fait représenter de bonnes nouvelles pour les PME. Les résultats du sondage de la TD selon lesquels les PME ont de la difficulté à embaucher des travailleurs qualifiés et à les conserver viennent appuyer cette hypothèse. Les PME pourraient réussir à conserver leur personnel qualifié, aidées qu'elles seront par une croissance modérée de l'emploi prévue et par un taux de chômage national quasi immobile. Par ailleurs, une modeste progression des salaires devrait aider à figer ce que les PME considèrent habituellement comme le coût variable le plus important.

Les PME étant bien armées pour attirer la main-d'œuvre

à court terme, le défi consiste dorénavant à conserver le personnel. Contrairement à ce qui se passe en situation de pénurie de main-d'œuvre, offrir une rémunération concurrentielle par rapport à celle versée par les grandes sociétés n'est pas un geste qui s'impose en faveur du maintien des effectifs, pour les quelques années à venir. Toutefois, lorsque se feront sentir des pressions dans le sens d'une hausse des salaires, les PME devront faire preuve de créativité si elles souhaitent maintenir leurs employés en poste. Le salaire n'est qu'un des éléments attractifs qui composent un régime de rémunération. Il s'ajoute à un horaire flexible, à un régime de retraite et une assurance soins médicaux bonifiés ainsi qu'à la possibilité de télétravail.

La performance des PME canadiennes au cours de la récession de 2008-2009 donne une idée de leur inventivité en périodes difficiles. Le recours à ces stratégies novatrices peut également servir à relever le défi de l'embauche et ensuite du maintien en place d'un effectif heureux et productif.

#### *Bureaucratie, lourdeur des mesures en matière de conformité et réglementation excessive*

Le dernier sujet de préoccupation tient de la bureaucratie et de la réglementation excessive. Dans le cadre du sondage de la TD de cette année, 73 % des interrogés ont indiqué que cet aspect constituait un très gros ou un gros obstacle à la réussite. Ce pourcentage est quelque peu en hausse par rapport au chiffre de 2010. Comme dans le cas des autres enjeux soulevés dans le sondage, la réglementation excessive n'est pas une nouvelle source d'irritation. En 2010, la FCEI a estimé à 30,5 milliards de dollars ce qu'il coûte aux entreprises, toutes tailles confondues, pour se conformer chaque année aux règlements des trois paliers de gouvernement<sup>9</sup>. Industrie Canada a également tâché d'évaluer le temps consacré à s'occuper des lourdes formalités réglementaires<sup>10</sup>. Dans cette analyse, le ministère fédéral estime à 30 millions d'heures le temps que consacre chaque année les PME à se conformer aux obligations pour tous les paliers de gouvernement pour seulement cinq grands secteurs (fabrication, commerce de détail, services scientifiques et techniques, hébergement et services de restauration ou autres services).

Devant la nature persistante de cet obstacle à la réussite, l'engagement a été pris par le gouvernement fédéral, à l'occasion du discours du Trône de 2011, de réduire la réglementation appliquée aux PME. Pour ce faire, la Commission sur la réduction de la paperasse, maintenant présidée par Maxime Bernier, a été mise sur pied le 13 janvier 2011. Le groupe d'experts est chargé d'examiner les enjeux en

cause, de définir les sources d'irritation des PME et de formuler des recommandations visant à réduire les formalités réglementaires. Le mois dernier a été déposé un rapport préliminaire qui résume les commentaires formulés par des chefs d'entreprise. La version définitive du rapport, y compris les recommandations, devrait être déposée d'ici la fin de l'année.

Il ne s'agit pas de la première commission du genre à avoir été créée ces dernières années, mais le fait que le sujet précis de la paperasserie ait été mentionné dans le programme électoral du Parti conservateur, dans le discours du Trône de 2011 et dans le budget de juin 2011 porte à croire que les lourdes formalités réglementaires imposées aux PME sont devenues un enjeu national à débattre. Il importe toutefois de souligner que le problème ne relève pas exclusivement du niveau fédéral. En effet, les chefs d'entreprise ont affirmé qu'une des sources d'irritation les plus courantes était l'existence de cloisonnements entre les délimitations fédérales, provinciales et municipales<sup>11</sup>.

### En conclusion

Les données tirées des récents sondages pointent vers l'hypothèse que les PME seraient plus souples par nature que leurs homologues de grande taille. Les Canadiens ont d'ailleurs été témoins de cette souplesse au cours de la dernière récession mondiale. Au pays, elle s'est traduite par une perte d'emplois de moindre importance qu'elle aurait

normalement été, compte tenu de l'ampleur de la récession. Par contre, il semble que nous soyons à un stade où la reprise est encore très vulnérable. L'humeur et la confiance ont connu une évolution négative et semblent se conditionner à l'installation d'une certaine morosité économique. Même si la récession ne devrait pas se ranimer, nous prévoyons qu'une croissance mondiale modérée prévaudra. Les PME devront composer avec les facteurs défavorables que sont la vigueur du huard, d'autres élans de volatilité et l'incertitude des marchés boursiers, de même que des prix des produits de base élevés. Pour le moyen terme, les quelques obstacles à la réussite qui persistent depuis plusieurs années pourraient tomber, du moins en partie, en raison des progrès et des améliorations prévus. Le règlement de ces enjeux à l'échéance plus longue devrait profiter à la situation des PME.

**Craig Alexander**  
*Premier vice-président et  
économiste en chef*  
416-982-8064

**Derek Burleton**  
*Vice-président et  
économiste en chef adjoint*  
416-982-2514

**Sonya Gulati**  
*Économiste*  
416-982-8063

Le présent rapport est fourni par les Services économiques TD à l'intention des clients du Groupe Banque TD. Il est produit à titre informatif seulement et peut ne pas convenir à d'autres fins. Il ne vise pas à communiquer de renseignements importants sur les affaires du Groupe Banque TD, et les membres des Services économiques TD ne sont pas des porte-parole du Groupe Banque TD en ce qui concerne les affaires de celui-ci. L'information contenue dans le rapport provient de sources jugées fiables, mais son exactitude et son exhaustivité ne sont pas garanties. De plus, le rapport contient des analyses et des opinions portant sur l'économie, notamment au sujet du rendement économique et financier à venir. Par ailleurs, ces analyses et opinions reposent sur certaines hypothèses et d'autres facteurs et sont sujettes à des risques inhérents et à une incertitude. Les résultats réels pourraient être très différents. La Banque Toronto-Dominion ainsi que ses sociétés affiliées et divisions apparentées qui constituent le Groupe Banque TD ne peuvent être tenues responsables des erreurs ou omissions que pourraient contenir l'information, les analyses ou les opinions comprises dans ce rapport, ni des pertes ou dommages subis.

## Notes

- 1 GULLUCE, Celal, et Louis-Martin PARENT. « La survie des plus petits : examen de l'impact de la récession sur les petites entreprises », Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, septembre 2011.
- 2 INDUSTRIE CANADA. Bulletin trimestriel sur la petite entreprise, volume 13, n° 2, août 2011.
- 3 INDUSTRIE CANADA. « Principales statistiques relatives aux petites entreprises », juillet 2011.
- 4 LEUNG, Danny, et Luke RISPOLI. « Apport des petites et moyennes entreprises au produit intérieur brut : comparaison entre le Canada et les États-Unis », n° 11F0027M au catalogue, n° 070.
- 5 FORBES. « The Best Countries for Business », 2011 (<http://www.forbes.com/sites/kurtbadenhausen/2011/10/03/the-best-countries-for-business/>, site consulté le 5 octobre 2011).
- 6 « Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail », collecte de données effectuée par Statistique Canada. Série de données dessaisonnalisée par Industrie Canada.
- 7 Enquête commandée conjointement par Statistique Canada et Industrie Canada.
- 8 Le rédacteur de plan d'affaires est accessible à l'adresse <https://www.redacteurdeplandaffairesstd.com/Pages/Index.aspx>.
- 9 FÉDÉRATION CANADIENNE DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE. « La prospérité ligotée par une réglementation excessive », 2010 (<http://www.cfib-fcei.ca/cfib-documents/rr3104f.pdf>).
- 10 INDUSTRIE CANADA. « Analyse du coût de la mise en conformité à la réglementation : Partie I – Économies de temps et d'argent, volume de documents à produire et méthodes de conformité », 2010 ([http://www.reduirepaperasserie.gc.ca/eic/site/pbri-iafp.nsf/vwapj/Avril-April2010\\_fra.pdf/\\$file/Avril-April2010\\_fra.pdf](http://www.reduirepaperasserie.gc.ca/eic/site/pbri-iafp.nsf/vwapj/Avril-April2010_fra.pdf/$file/Avril-April2010_fra.pdf)).
- 11 COMMISSION SUR LA RÉDUCTION DE LA PAPERASSE. « Rapport sur les commentaires reçus : Éliminer la paperasse pour libérer les entreprises et leur permettre de croître », septembre 2011.